

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 30 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAGRAVE SA - Combe Loup 1**

Gilbert  
17270 Cercoux

Références : 0007201955/2025/

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement LAGRAVE SA - Combe Loup 1 implanté Quittière - Combe du Loup 1 17270 Cercoux. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAGRAVE SA - Combe Loup 1
- Quittière - Combe du Loup 1 17270 Cercoux
- Code AIOT : 0007201955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de sable autorisée par arrêté préfectoral du 7 août 2013 pour une durée de 30 ans soit jusqu'au 7 août 2043.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 septembre 2013 vient modifier l'arrêté préfectoral du 7 août 2013.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2024 autorise le changement d'exploitant au profit de la société LAGRAVE GRANULATS.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Modalités particulières d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois / 4 mois
6	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.1	Sans objet
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.9	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.9	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 3.4	Sans objet
9	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Points à retenir :

- Surcreusements observés en différents points de la carrière (cote la plus basse observée : 26,86 mètres NGF sur le plan présenté en séance pour une cote autorisée à 32,5 mètres NGF) ;
- Absence de certaines données sur le plan d'exploitation ;
- Absence de mise à jour du plan de gestion des déchets ;
- Clôture abîmée et pancartes de signalement de danger ou d'interdiction d'accès absentes ou abîmées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements Lagrave ,..., sont autorisés à exploiter une carrière (à ciel ouvert) de sable, sur le territoire de Cercoux : Rubrique : 2510 Activité : Exploitation de carrière Capacité : 49 000 t/an maximum
<b>Constats :</b> La production 2024 respecte la production maximale autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.9
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Le schéma d'exploitation ... en annexes 3 ... présente les surfaces à exploiter ... pendant ces périodes. Annexe 3 Plan de phasage d'exploitation
<b>Constats :</b> D'après le plan intitulé "Plan de phasage d'exploitation" transmis par courriel le 16 mai 2025 à l'inspection : - la phase deux n'est pas complètement achevée (l'exploitant indique la présence d'une lentille d'argile) ; - la phase trois est en cours d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.9
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des GF s'élève à : 10-15 ans : 155 844 euros
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement d'un montant de 193 760 euros a été émis et couvre la période du 2 avril 2024 au 31 mars 2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les points situés aux extrémités de la (les) zone(s) d'extraction seront repérés par leurs coordonnées dans le système de projection Lambert II ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 2.8.2 ci-dessous et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel en date du 16 mai 2025, le plan d'exploitation.  Le plan d'exploitation date du 24 janvier 2025. => La mise à jour annuelle a été réalisée.  Les données suivantes sont absentes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les points situés aux extrémités de(s) la zone(s) d'extraction repérés par leurs coordonnées dans le système de projection Lambert II ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 2.8.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Les distances de sécurité ne sont pas représentées sur le plan d'exploitation au niveau des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité. Un point précis sera fait sur les zones précitées et, entre autres, sur les poteaux électriques.  <u>Point non abordé en séance :</u> Le plan présenté en séance ne correspondait pas au plan transmis par courriel le 16 mai dernier. L'inspection a demandé à l'exploitant la transmission du plan présenté en séance. Par courriel du 30 mai 2025, l'exploitant a transmis le plan du 24 janvier 2024 présenté en séance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La légende doit être précise et cohérente avec le plan d'exploitation. L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de 4 mois, le plan mis à jour et respectant les prescriptions du présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

N° 5 : Modalités particulières d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.5.2
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

La cote minimale du fond de la carrière est de 32.5 mNGF.

**Constats :**

Le plan présenté en séance ne correspond pas au plan d'exploitation transmis à l'inspection par courriel le 16 mai 2025.

**Plan du 24 janvier 2024 :**

L'exploitant a transmis le plan du 24 janvier 2024 présenté en séance dans son courriel du 30 mai 2025.

L'exploitant précise : *"Certains points ne sont pas reportés sur les plans de janvier 2025. Car en effet, quand notre géomètre est intervenu en Janvier 2025, cette zone était complètement inondée en raison des intempéries de l'hiver et n'a pas pu faire "l'objet" de relevé sur cette partie."*

Le plan d'exploitation du 24 janvier 2024 ne répond pas à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral de 2013 et présente une surface avec des cotes inférieures à la cote autorisée : 26,86 mNGF est la cote la plus basse observée.

**Plan du 24 janvier 2025 :**

Le plan d'exploitation du 24 janvier 2025, transmis par courriel du 16 mai, présente une zone avec une cote inférieure à la cote autorisée : 30,36 mNGF.

Il est rappelé à l'exploitant que l'exploitation en dessous de la cote minimale autorisée est interdite.

Si l'exploitant souhaite modifier ses conditions d'exploitation, il devra respecter l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral de 2013 et l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Toute modification notable doit être déclarée par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées dans le cadre d'un "porter à connaissances avec tous les éléments d'appréciations", avant sa réalisation.

L'exploitant indique, en séance, avoir rencontré des poches d'argiles.

Dans son courriel du 30 mai, l'exploitant précise qu'il s'est engagé à remettre en état cette zone avant fin septembre 2025 et a prévu de faire repasser son géomètre afin de fournir à l'inspection des plans complets avec le relevé topographique de la zone manquante.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, **sous 1 mois**, dans un document de synthèse à transmettre à l'inspection :

- localiser la zone où un surcreusement a été constaté (surface, volumes prélevés de sable et d'argile dans les zones concernées) ;
- justifier les surcreusements observés ;
- préciser les mesures prises pour éviter tout impact sur la nappe et la stabilité ;
- indiquer la nature, les quantités, l'origine des matériaux utilisés pour régulariser la situation et rétablir la cote plancher ;
- préciser le calendrier prévisionnel (la cote plancher devra être en tout point supérieure à 32,5 m NGF fin septembre 2025).

<p>L'exploitant doit, <b>sous 4 mois</b>, transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un nouveau plan d'exploitation permettant de justifier du remblaiement et du respect de la cote autorisée ;</li> <li>- des photos de la réalisation des travaux de remblaiement (la localisation des différentes prises de vue seront inscrites sur un plan).</li> <li>- Si les travaux demandés ne sont pas réalisés ;</li> <li>- ou bien si les documents demandés (document de synthèse, impact des surcreusements, nouveau plan d'exploitation, photos) ;</li> <li>- ou bien si un surcreusement était de nouveau constaté ;</li> </ul> <p>des sanctions administratives pourront être proposées à Monsieur le Préfet de Charente-Maritime.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois / 4 mois

#### N° 6 : Sécurité publique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>2.8.1 Interdiction d'accès</b>  L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p><b>2.8.2 Garanties des limites du périmètre</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site, la clôture était abîmée en différents points, notamment suite à la chute d'arbres.</p> <p>Certains panneaux étaient abîmés ou peu nombreux.</p> <p>Concernant le respect des limites du périmètre, il faut se référer au point 4 de ce présent rapport de visite d'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à la réparation des clôtures et transmet des photos justifiant de la remise en état à l'inspection.</p> <p>L'ajout ou le changement de pancartes de signalement de danger ou d'interdiction d'accès est justifié par la transmission de photos, à l'inspection.</p> <p>Concernant le respect des limites du périmètre, il faut se référer au point 4 de ce présent rapport de visite d'inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Plan de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>...</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan de gestion des déchets (PGD) date d'octobre 2018.</p> <p>Le PGD n'a pas été mis à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan de gestion des déchets sera mis à jour puis transmis à Monsieur le Préfet et à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf. tableaux des valeurs d'émergence réglementaires et valeurs admissibles en limite de propriété</p> <p>En tout état de cause de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures de bruit datent de mars 2022.</p> <p>Les conclusions sont les suivantes :</p> <p><i>"Le site se situe dans un environnement sonore rural, influencé par le trafic routier sur la route départementale 910 et la route communale n°3.</i></p> <p><i>Aux points 1 et 2 ce sont les rotations du tombereau alimentant l'unité de traitement et de séchage depuis les sites d'extraction et l'activité sur l'aire de traitement et de commercialisation de la société qui étaient audibles.</i></p> <p><i>Le jour des mesurages, l'activité sur le site était peu à pas audible en chacun des points situés en ZER.</i></p> <p><i>Pour les ZER, l'ensemble des activités du site engendrait un niveau d'émergence</i></p>



conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2013.

Les niveaux de bruit ambiant relevés en limite d'emprise et au droit des habitations, en période diurne sont conformes à la réglementation."

La carrière n'est pas soumise à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2013.

Les dernières analyses ont été réalisées en mai 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un point de vigilance sera apporté sur l'arrêté préfectoral de référence.

L'exploitant transmettra à l'inspection les analyses « Bruit » réalisées en mai 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : GEREP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

**Constats :**

La déclaration GEREP 2024 a été réalisée avant le 31 mars 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite